



Jean Colombero

Abgeordneter

Vichten, den 25. September 2013

Herr Präsident,

Hiermit bitte ich Sie folgende parlamentarische Anfrage an den Gesundheitsminister weiterzuleiten

Die privaten Labors in Luxembourg bieten einen mehr oder weniger ausgedehnten 'Online Service' an, unter anderem um ihren Kunden die Resultate von Blutanalysen und andere biologischen Untersuchungen auf Distanz (sprich 'online') und zeitnah zur Verfügung zu stellen. Diese Dienstleistungen werden nicht nur von einer bestimmten Bevölkerungsschicht eingefordert, sondern auch bei Zurverfügungstellung derselben intelligent genutzt, unter anderem um die Kommunikation von Gesundheitsdaten und -informationen bei den verschiedenen ärztlichen Dienstleistern, wie auch den Klinikbehandlungen zu unterstützen. Auch für den Referenzarzt sind diese elektronischen Unterlagen und ihre zeitnahe Zurverfügungstellung von großem Nutzen in der Versorgung von Patienten und der Bestimmung von angepassten Behandlungen. Daneben können sie leicht in die elektronische Patientenakte abgespeichert werden. Nun sieht es aber so aus, als ob eher die privaten Labors hierzulande diese elektronischen Dienste anbieten würden und Labors die in Akutkliniken des öffentlichen Gesundheitswesens angesiedelt sind dies zum jetzigen Zeitpunkt weniger bis gar nicht im Dienstleistungsangebot führen.

Fragen:

1. Kann der Minister bestätigen, dass es vornehmlich die privaten Labors sind die auf diesem Gebiet innovieren und patientenorientierte Dienstleistungen im 'e-santé' Bereich anbieten?
2. Falls ja, wie erklärt der Minister sich diese vermeintliche Schieflage, mit unterschiedlichen Entwicklungsstadien im e-santé Bereich im nationalen Gesundheitswesen?
3. Wie gedenkt der zuständige Minister den Rückstand in der Entwicklung von Online Diensten zum Nutzen der Kunden und Patienten von Kliniken in diesem Lande schnellstmöglich aufholen zu lassen?
4. Was sind konkrete Maßnahmen, die der Minister umsetzen will und in welchen Zeiträumen?
5. In unserem Gesundheitswesen wird ja oft und gerne das Alibi- Argument des Datenschutzes vorgebracht um die Verspätungen in der Umsetzung von 'e-santé' Modalitäten zu erklären. Wie kommt es dann, dass die privaten Labors diese Hürde scheinbar problemlos nehmen konnten?
6. In welchem Maße haben staatliche Instanzen die Privat-Labors technisch und finanziell unterstützt um diese Dienste aufbauen und nunmehr erfolgreich betreiben zu können?
6. Welche finanzielle Unterstützung gewähren das Gesundheitsministerium oder andere öffentliche Instanzen um ein Privatlabor bei seinem Auftritt auf der Medica 2013 zu unterstützen?

Mit tiefem Respekt

Jean Colombero

Abgeordneter



20.11.2013

Réponse du Ministre de la Santé
à la question parlementaire n° 2887 de Monsieur le député Jean COLOMBERA
concernant la promotion du service « e-santé »

Les laboratoires privés ont historiquement mis en place des systèmes de communication électronique de leurs résultats. Ils travaillent aujourd'hui sur des réseaux sécurisés propres. Les obstacles rencontrés dans la mise en place de services innovants par les laboratoires pour la communication de leurs résultats ont pu être contournés par la mise en place d'outils propriétaires.

Ainsi, des laboratoires privés d'analyses de biologie médicale mettent avec succès à disposition des patients la possibilité de visualiser en ligne ou moyennant une application dédiée (iPhone, iPad ...) le résultat des analyses de biologie médicale et offrent un certain nombre de services y associés à partir des données historiques disponibles auprès d'eux. Ces outils sont aussi utilisés en appui de la communication de données et d'informations de santé à destination des médecins prescripteurs concernant les patients qui ont eu recours à un laboratoire particulier. Les services innovants ainsi offerts sont d'une utilité certaine pour de nombreux patients et médecins.

L'Agence eSanté entend offrir, dans le cadre de la mise en place du dossier de soins partagé (DSP), une plateforme d'échange et de partage mutualisée. La plateforme eSanté et le DSP offriront un environnement sécurisé large, incluant tous les acteurs, qu'ils soient publics ou privés, professionnels ou patients. L'outil mis en place par l'Agence eSanté a pour vocation de regrouper à terme au sein du dossier de partage du patient toutes les analyses de laboratoire exécutées, indépendamment du secteur dans lequel l'analyse a été pratiquée (laboratoires privés, laboratoires hospitaliers, Laboratoire national de Santé (LNS)). Cette mutualisation a une grande plus-value par rapport à un système reposant sur différentes plateformes disparates, notamment en termes de complétude de l'information et de convivialité pour l'utilisateur. Le patient et le médecin pourront se connecter à une plateforme commune, offrant de multiples services.

La mise en place du DSP est complexe à réaliser pour nécessiter la mise en place d'un degré important d'interopérabilité entre les différents systèmes sources. Actuellement l'ensemble des acteurs du secteur de la santé sont impliqués.

En ce qui concerne l'échange de données de laboratoires, un laboratoire privé est ainsi fortement engagé dans les travaux sur le codage des analyses pour l'interopérabilité et les établissements hospitaliers font partie des établissements pilotes pour la mise en place des flux d'échanges entre leurs laboratoires propres et la plateforme eSanté. Le LNS a également participé aux groupes de travail autour du codage des analyses.

Le travail effectué au niveau de l'Agence eSanté, en partenariat avec les laboratoires publics et privés, vise à constituer un catalogue des analyses basé sur la codification internationale LOINC, un catalogue des techniques d'analyse nécessaires pour la comparaison des résultats effectués par différents laboratoires, et un cadre d'interopérabilité.



Le but recherché est d'avoir un outil de récupération des résultats, à minima sous forme PDF, utilisable entre tous les acteurs du Luxembourg, mais également au niveau de la Grande Région.

Il est actuellement prévu de mettre en place l'échange et le partage de données de laboratoires au sein du DSP à travers plusieurs étapes. Dans une 1^{ère} étape de connexion, prévue début 2014 avec le lancement du DSP, la communication des résultats se fera sous un format PDF (HL7 CDA niveau 1¹). Après une phase test d'échange de résultats plus structurés en format HL7 CDA niveau 2 pour quelques types d'analyses seulement, un élargissement du catalogue des analyses pouvant être codées en CDA niveau 2 est prévu tout au long des années 2014 et 2015.

¹ Plus d'informations sur HL7 CDA sont disponibles en ligne: http://de.wikipedia.org/wiki/Clinical_Document_Architecture